

Service public ferroviaire, maintien du service de santé, intercommunalités, radicalisation... de nombreux sujets d'inquiétudes ont été abordés samedi à l'occasion de l'assemblée générale de l'Association des maires et adjoints de la Creuse (AMAC) à l'espace André-Lejeune de Guéret en présence d'André Laignel, vice-président de l'Association des maires de France (AMF).

AMAC

Les communes veulent résister

Par Vanessa Julliat

Défendre les communes, leurs services publics, c'est un des rôles de l'Association des maires et adjoints de la Creuse (AMAC). Elle s'est réunie samedi matin en assemblée générale où de nombreux sujets d'inquiétude, la radicalisation, les intercommunalités, les écoles... ont été abordés.

La Direction départementale des finances publiques voulait mettre en place à la trésorerie de Chambon-sur-Voueize une caisse sans numéraire. Cela a été revu. « Nous avons gagné, avoue Nicolas Simonnet, vice-président de l'AMAC, ça veut dire que nos actions sont entendues, continuons pour notre territoire creusois ! ». Pas besoin de le dire deux fois. Les élus creusois ont voté quatre nouvelles motions à l'unanimité.

La première sur le maintien d'une offre hospitalière digne de ce nom à Aubusson. Le maire du Monteil-



De nombreux élus ont fait part de leurs inquiétudes.

léans Clermont-Lyon) mais « d'avoir une offre ferroviaire globale ». La troisième concerne la défense du service des domaines dont la DGFIP envisage de le gérer à un niveau supra-départemental. « Une nouvelle fois, c'est la perte d'un

Vergnier, le vœu a été voté. Il devrait être vain. Le secrétaire général de la préfecture Olivier Maurel précise toutefois que des réunions pour aider les intercommunalités à passer ce cap sont prévues. Comme Michel Vergnier, Nicolas Simonnet a regretté que les élus ne se soient pas mis au travail avant. Le maire de Bosmoreau-les-Mines Daniel Boueyre s'interroge si les charges et les emprunts seront transférés en même temps que les recettes. Oui, le rassure Olivier Maurel.

Jacqueline Dedet, maire de Mourioux-Vielleville évoque les nouvelles mesures de sécurité à mettre en place dans les écoles suite aux attentats et surtout les moyens qui seront donnés aux communes. Le préfet Philippe Chopin indique qu'un fonds d'urgence de 50 millions d'euros a été mis en place avec des fonds versés sur appels à projets. En Creuse, 17 communes, 15 collèges et 2 lycées ont répondu avant la date butoir, le 7 octobre. Tous ne seront pas éligibles mais Philippe Chopin précise qu'il y aura aussi le FIPD (Fonds interministériel de prévention de la délinquance) et une partie de la DETR (Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux) sera réservée pour l'aménagement des écoles. Quant à une réunion départementale, pourquoi pas. Les inquiétudes sont nombreuses et la baisse des dotations de l'État, les compétences transférées vers les intercommunalités n'arrangent

rien la situation. « On a le sentiment que jamais les communes n'ont été aussi nécessaires mais que jamais elles n'ont été aussi menacées », résume André Laignel, vice-président de l'Association des maires de France (AMF) venu de l'Indre en voisin. Il n'oppose pas communes et intercommunalités mais ces dernières doivent être « un outil indispensable pour l'avenir des communes mais pas une volonté de se substituer à elles ». Il ajoute que l'« épée préfectorale » n'est pas nécessaire pour faire travailler les communes entre elles, elles ont su le faire et continuent de le faire.

UNE CHARTE POUR LA PRÉSIDENTIELLE

À l'approche des élections présidentielles, l'AMF souhaite lancer une charte pour l'avenir des communes. Elle la présentera aux candidats déclarés en mars prochain à la Maison de la radio à Paris. Michel Vergnier invite les élus creusois à faire remonter leurs propositions, leurs questions. « On ne réussira pas la France sans les communes et sans les communes, aucun pouvoir ne pourra réussir. Je demande justice pour les communes », lance André Laignel. Une justice que demande aussi Valérie Simonnet, présidente du Conseil départemental pour les départements, eux aussi fragilisés par les baisses des dotations de l'État. « La solidarité se fait à vos côtés, je crois à un avenir commun »,

ajoute-t-elle. « L'échelon communal est essentiel surtout en milieu rural, la proximité est gage de sécurité, de bien vivre ensemble », note Jean-Claude Trunde, maire du Moutier-d'Aahun évoquant aussi la possibilité de se réunir pour être plus grand, plus efficace, plus reconnu. Pourquoi pas mais sur la base du volontariat.

« On ne réussira pas la France sans les communes et sans les communes, aucun pouvoir ne pourra réussir ».

André Laignel, vice-président de l'AMF

au-Vicomte a évoqué la situation complexe de son IMB et précise que pour l'instant il n'y a pas d'avancée. L'ITEP d'Évaux-les-Bains connaît également la même problématique d'après Nicolas Simonnet. Les parlementaires par la voix du sénateur Jean-Jacques Lozach indique que les ministres de tutelle Marijol Touraine et Ségolène Neuville sont alertés. Les élus demandent le rétablissement du caractère national des liaisons Ussel-Montluçon et Bordeaux-Lyon via Guéret, le choix du trafic ferroviaire plutôt que routier... Dans ses propos introductifs, Michel Vergnier le président a rappelé « une détermination intacte de l'AMAC pour défendre le POLT et combattre la ligne LGV ». Pour Jean-Jacques Lozach, il ne suffit plus de défendre le POLT, le Bordeaux-Lyon ou la version ouest du POCL (Paris, Or-

service public de proximité qui pourrait être à déplorer », note Nicolas Simonnet.

L'AMAC demande également la révision de la carte des zones défavorisées avec une demande entièrement classée.

L'INTERCOMMUNALITÉ POSE QUESTION

Gérard Thomazon, maire de Busnière-Saint-Georges a évoqué dans un vœu les nouvelles intercommunalités avec une demande de mise en application non pas au 1^{er} janvier 2017 mais en janvier 2018. Le Pays de Boussac ne voulait pas fusionner, il l'a été mais pour son président Gilles Henri « ce n'est pas raisonnable de pouvoir solder en 2 mois et demi 24 ans de la com-com et régler les problèmes de fiscalité, de la façon de travailler, le personnel ». A la majorité des voix dont celle de Michel

QUELQUES REPERES

MUSÉE

DE LA RÉSISTANCE
Sur une question de Jacques Longchambon, maire de Crocq, Valérie Simonnet a indiqué que les choses avançaient concernant le musée de la Résistance et de la Déportation. Est envisagée la mise à disposition du centre Jean-Lurçat à Aubusson. Il est aussi question de la possibilité d'un appel au mécénat car le Conseil départemental ne peut s'engager seul dans ce projet.

CHAMPIONNAT DE FRANCE DES ÉLUS

Marcel Goux a évoqué des championnats de France de cyclisme des élus les-16 et 17 septembre 2017 prochains à Saint-Dizier-Leyrenne, 11 ans après Saint-Vaury. Plus de 200 élus sont attendus. Pour l'ancien adjoint d'Aulon, « c'est une belle opportunité pour notre département pour le faire découvrir et économiquement », comptant sur la participation des élus pour en faire la promotion.